

M. Turner (Vancouver Quadra): On croirait entendre un disque rayé.

M. Crosbie: Si vous le permettez, je vais répondre à la question. Cette école est accréditée et exploitée en vertu d'un permis délivré par la municipalité de New Westminster, en Colombie-Britannique, et pour autant que nous le sachions, elle n'enfreint pas la loi. Quelles mesures devrions-nous prendre, selon le député, à l'égard d'un établissement qui détient un permis d'exploitation tout à fait légal?

* * *

LE COMMERCE

LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LE SECTEUR DE L'ÉDITION AU CANADA

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En réponse à la communication du 6 août dans laquelle l'ambassadeur Gotlieb conseillait au gouvernement de reconsidérer sa politique en faveur d'une plus grande participation canadienne dans le secteur de l'édition du livre au Canada, le ministre a-t-il instruit l'ambassadeur Gotlieb que, selon la thèse de la souveraineté culturelle que défend le ministre, le Canada ne remettra pas en cause sa politique d'une plus grande canadianisation dans ce domaine?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la politique du gouvernement du Canada est celle qu'a clairement énoncée l'ancien ministre des Communications en juillet. J'ai été étonné d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique souhaiter tantôt que cette politique soit reconsidérée. C'est sa position, mais celle du Canada est claire.

Quant à ce que notre ambassadeur aux États-Unis a pu dire ou ne pas dire dans des communications confidentielles, l'ambassadeur et le député savent que les ambassadeurs ont pour rôle de conseiller. Les ministres sont ceux qui décident de la politique. La politique du gouvernement, décidée par un ministre de la Couronne, est telle que l'a exprimée l'ancien ministre des Communications.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le problème pour l'ambassadeur est indéniablement que le ministre de l'Expansion industrielle régionale a contredit l'ancien ministre des Communications, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en a fait autant. Étant donné ces versions contradictoires, le ministre voudrait-il maintenant faire savoir sans détour à notre ambassadeur à Washington qu'il n'est pas conforme à la politique du gouvernement canadien de renier son intention d'accroître la propriété canadienne dans l'édition du livre au Canada?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, on ne saurait douter que le gouvernement actuel, contrairement à celui qui l'a précédé, intervient énergiquement afin de promouvoir, d'affirmer et de renforcer la souveraineté du Canada. Nous l'avons fait dans le Nord, nous l'avons fait sur d'autres fronts et nous le faisons dans le secteur de l'édition.

Nous savons que l'édition est une industrie complexe où des intérêts divers sont en jeu. C'est pourquoi nous consultons

directement les représentants de ce secteur. Nous allons accorder notre appui à ceux qui en ont besoin. Nous allons aider à chercher de nouveaux marchés quand c'est nécessaire.

* * *

LA SANTÉ

LES VINS ITALIENS ADULTÉRÉS

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Pour la deuxième fois en deux mois, le gouvernement s'est révélé incapable de protéger la santé des Canadiens. La première fois, c'était du thon avarié que le gouvernement n'a pas retiré du marché jusqu'à ce que l'opposition le force à le faire, cette fois-ci on apprend que certains vins italiens contenaient un produit dangereux. Sitôt que le ministre a été mis au courant, pourquoi n'a-t-il pas immédiatement lancé une mise en garde, puis retiré toutes les bouteilles de vin adultéré de la circulation?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à la Chambre, vendredi dernier, diverses sources internationales ont mis en garde mon ministère, à la fin du mois d'août, au sujet de certains vins italiens. Ces renseignements ont été transmis aux diverses provinces et notamment au Québec. Elles ont immédiatement entrepris des analyses, afin de déceler la présence de diéthylène-glycol. Si le député désire en savoir plus long, je peux lui faire part également de ces renseignements. Les provinces ont retiré ce vin de la circulation en attendant de connaître les résultats des analyses.

Il ne s'agit pas maintenant de demander au gouvernement fédéral de se charger du contrôle de la qualité et des inspections, car cela incombe aux provinces, mais j'ai demandé aujourd'hui à mes collaborateurs de se réunir avec les représentants des provinces, afin de déterminer quelles analyses supplémentaires pourraient être effectuées. Cette réunion aura lieu le 21 novembre.

LES INSTALLATIONS DE VÉRIFICATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, le ministre va-t-il ordonner aux fonctionnaires de la Direction générale de la protection de la santé de procéder à des vérifications aux points d'entrée? Le ministre sait pertinemment que plusieurs provinces n'ont pas les installations voulues pour analyser les vins et qu'elles ne pourront donc pas protéger la santé de leurs consommateurs.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, cette affirmation est fausse. Depuis près de 20 ans, certains de ces produits chimiques sont présents dans le vin sans qu'on le sache. Depuis l'incident entourant les vins autrichiens, le gouvernement a pris des mesures. L'Ambassade de l'Autriche s'est engagée à nous informer. Nous allons maintenant conclure le même accord avec l'Ambassade de l'Italie. Nous avons également mis au point une analyse à laquelle les provinces peuvent procéder et procèdent. À la suite de la réunion du 21 novembre prochain, d'autres mesures seront prises. Nous agissons, et j'aurais souhaité que le gouvernement précédent se penche également sur cette question.